

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES**

Appel d'offres ouvert
Sur offres de prix N° 12/RFM/ 2017
(Séance publique)

Concernant :

**ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA
REGION FES-MEKNES**

En lot unique

MARCHE N°/2017

2017

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALS

Marché N°...../

Passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix n°12/RFM/2017du en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre :

La Région Fès-Meknès représenté par son président désigné ci-après par le terme « **Administration** » ou « **Maitre d'ouvrage** ».

D'une part

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Fournisseur ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°.....

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Fournisseur ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

• Membre 1 :

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant éléction de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-
.....

-
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte
bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de
.....

Désigné ci-après par le terme « Fournisseur ».

D'autre part

IL A ET ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE I :

CALUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation des « **Etudes techniques et suivi des travaux d'aménagement du siège de la Région Fès-Meknès, en lot unique** » et ce, dans les conditions définies au chapitre II et au bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET LIEUX DES PRESTATIONS

A/CONSISTANCE DU PROGRAMME OBJET DES ETUDES

Le bâtiment est situé au sein d'une enceinte administrative abritant le siège de la Wilaya de la région Fès-Meknès. Sa configuration morphologique est composée de sept niveaux : un sous-sol, un rez-de-chaussée et 5 étages et dont la superficie couverte est repartie comme suit :

▪	Sous-sol	= 1 060m ²
▪	RDC	= 980 m ²
▪	1 ^{er} Étage	= 670m ²
▪	2 ^{ème} Étage	= 610m ²
▪	3 ^{ème} Étage	= 610m ²
▪	4 ^{ème} étage	= 610m ²
▪	5 ^{ème} étage	= 610m ²

Superficie total = 5 150 m²

B/ DESCRIPTION SOMMAIRE DES OUVRAGES OBJET DES ETUDES

Le projet concerne les **études techniques et suivi des travaux d'aménagement du siège de la Région Fès-Meknès**.

La consistance des prestations est déclinée dans son ensemble dans ce qui suit :

- GROS ŒUVRE Y COMPRIS DEMOLITION
- REFECTION PARTIELLE DE L'ÉTANCHEITE
- REVETEMENT DES SOLS ET MURS
- MENUISERIE BOIS ET ALUMINIUM
- VITRERIE
- REPRISE ET MISE A NIVEAU DES BLOCS SANITAIRES
- DETECTION INCENDIE ASSERVISSEMENT
- VIDEOSURVEILLANCE IP, CONTRÔLE D'ACCES
- PRECABLAGE INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE, WIFI
- TELEPHONIE NUMERIQUE
- AFFICHAGE ET BORNES INTERACTIVES
- VISIONCONFERENCE ET PROJECTION
- CONTRÔLE VIA I PAD AUDIO CONFERENCE SONORISATION

- LOTS ELECTRICITE LUSTRIERIE
- CLIMATISATION
- ASCENSEURS
- SIGNALISATION
- PEINTURE
- FAUX PLAFONDS
- AMENAGEMENT D'UNE ENTREE ET ESPACE PARKING

NB :

- Ce programme est donné à titre indicatif, il n'est pas définitif ;
- La répartition en lots techniques homogènes est laissée à l'appréciation du BET en concertation avec le maître d'œuvre.

ARTICLE 3 : DEFINITION DES MISSIONS

Les prestations à confier au BET comportent une mission complète relative à chaque corps d'état et comprenant les composantes et les éléments de missions indiqués comme suit :

PHASE I : études préliminaires :

Etude de diagnostic des lots technique existants et des modifications de structure proposées par le maître d'œuvre.

PHASE II : études techniques et préparation des dossiers d'appel d'offres :

- 1) **P. E et S.T.D** : Projet d'Exécution et Spécification Technique Détaillée
- 2) **D.C.E et A.M.T** : Dossier de Consultation des Entreprises et Assistance à la dévolution des Marchés de Travaux ;

PHASE III : suivi, contrôle et réception

- a/ **C.G.T** : Suivi d'exécution, contrôle général des travaux ;
- b/ **R.D.T** : Réceptions et décomptes des travaux ;
- c/ **D.T.O.E** : dossier technique des ouvrages exécutés et établissement d'un dossier fin travaux ;
- d/ **R.P.O** : Réception provisoire des ouvrages ;
- e/ **R.D.O** : Réception définitive des ouvrages.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Documents contractuels du marché :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- 3- L'offre technique de l'attributaire ;
- 4- Le bordereau du prix global ;
- 5- La décomposition du montant global ;
- 6- Les plans ;
- 7- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) ;

8- Les CPS relatifs aux lots techniques.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le B.E.T est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

En cas de contradiction ou différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ou celles sont énumérées.

REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

1. Le décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
2. La loi organique 111-14 relative aux Régions ;
3. Le décret portant loi N° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 Janvier 2010) portant règlement de la comptabilité des collectivités locales et de leurs groupements
4. Le dahir N° 1.09.02 du 22 safar 1430 (18 Février 2010), portant promulgation de la loi N° 45.08, relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements
5. Le cahier des clauses Administratives Générales des études et maîtrise d'œuvre applicables aux marchés d'études exécutés pour le compte de l'Etat approuvé par le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii 1423 (4juin 2002) ;
6. Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
7. Les textes législatives et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret Royal n°2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
8. La loi 43.06 et le décret d'application n°2.06.974 constituant le code des impôts.
9. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
10. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;

REFERENCE AUX TEXTES SPECIAUX :

- Les règles CCBA et BAEL ;
- le règlement parasismique en vigueur du Maroc (RPS 20089 version 2011) ;
- Le devis général pour les travaux d'assainissement (édition 1961) ;
- Règles d'exécution des travaux d'étanchéité et normes marocaines au sujet des règles et spécifications sur les matériaux et produits d'étanchéité ;
- Règles locaux concernant l'alimentation en eau et en électricité des immeubles ;
- Les normes marocaines concernant tous les lots techniques ;
- Les normes françaises et européennes pour les prestations non couvertes par les normes marocaines ;
- Les DTU (Document techniques unifiés) ;
- La loi n°12.90 relative à l'urbanisme promulguée par le Dahir n°1.90.32 du 17 juin 1992 notamment son article 53 ;

- Le devis général de l'architecture (DGA) ;
- La circulaire 1.61/SGG du 30 janvier 1961, relatif à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication Nationale.
- Dahir n°1-03-58 du 10 Rabii I 1424 (12 mai 2003) portant promulgation de la loi n°10-03 relative aux accessibilités.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

NOTA : le **BET** ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'ignorance de ces documents pour soustraire aux obligations qui en découlent. Il devra s'il ne les possède pas se procurer ces brochures au ministère de l'équipement ou à l'imprimerie officielle de RABAT.

ARTICLES 04: PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 du CCAG-EMO, le cas échéant.

ARTICLE 05: CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le BET soumissionnaire déclare :

- Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter au cours des travaux pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.
- Avoir pris pleine connaissance de l'importance des études.
- Avoir fait tous calculs et tous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestation présentée par lui et de nature à donner lieu à discussion.

ARTICLE 06: MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE

- Maître d'ouvrage : la Région de Fès-Meknès, représenté par son président
- Maitrise d'œuvres : architecte, BET, Laboratoire.

ARTICLE 07: CAUTIONNEMENT, RETENUE DE GARANTIE, VALIDITE DU MARCHE ET DELAI D'APPROBATION

7.1 Cautionnements provisoire et définitif :

Le cautionnement provisoire : **trois mille Dirhams (3000.00 Dh).**

Le cautionnement définitif est fixé à **3 %** trois pour cent du montant du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure sera libéré dans les trois mois suivant la réception définitive.

7.2 Retenue de garantie : Par dérogation aux dispositions des articles 13 et 40 du CCAG-EMO, il ne sera pas exigé de retenue de garantie sur les règlements dus au Bureau d'études.

7.3– Le présent marché ne sera valable, définitif qu’après son approbation par l’autorité compétente et sa notification au titulaire du marché et ce conformément aux dispositions de l’article 152 du décret des marchés publics précité.

7.4 – L’approbation des marchés doit être notifiée à l’attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d’ouverture des plis. Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues par l’article 153 du décret n°2.12.349 du 08 JoumadaI 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Si l’approbation du marché n’est pas notifiée à l’entrepreneur dans le délai de soixante-quinze jours à compter de la date de l’ouverture des plis, le soumissionnaire est libéré de ses engagements vis-à-vis du maître d’ouvrage. Dans ce cas, main levée lui est donnée sur sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Toutefois le maître d’ouvrage, peut dans un délai de dix jours (10), avant l’expiration du délai visé au paragraphe premier ci-dessus, proposer à l’attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire qui ne peut excéder 30 jours.

L’attributaire dispose d’un délai de dix jours (10) à compter de la date de réception de la lettre du maître d’ouvrage pour faire connaître sa réponse.

En cas de refus de l’attributaire, main levée lui sera donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

ARTICLE 08: DELAI D’EXECUTION DES PRESTATION-PENALITE DE RETARD DELAI D’EXECUTION

Le bureau d’études s’engage à accomplir les missions qui lui sont confiées par le présent appel d’offres ouvert dans les délais prévus au planning établi par le maître d’ouvrage.

Les délais partiels par lot sont fixés comme suit (ce délai ne comprend pas les détails d’examen et d’approbation des dossiers par le maître d’ouvrage).

PHASE I	: 8 jours
PHASE II	: 1 mois (un mois)
PHASE III	: selon la durée des travaux du marché

Le délai global et les délais partiels d’exécution courent de la date fixée par l’ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Ces délais ne comprennent pas les délais d’examen et d’approbation des dossiers par le maître d’ouvrage.

Le titulaire du marché soumet les rapports et documents énumérés ci-dessus à l’approbation de l’Administration, cette dernière dispose d’un délai de quinze (15) jours à dater de la réception des documents par le bureau d’Etudes, pour formuler des remarques sur les différents dossiers d’étude, ce délai n’est pas inclus dans le délai global d’exécution du marché.

Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l’article 47 du CCAG-EMO, l’Administration peut soit accepter les rapports et documents présenté par le BET, soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou le cas échéant, prononcer un refus motivé du rapport ou document pour insuffisance grave dûment justifiée.

Si l’Administration invite le titulaire à procéder à des corrections ou des améliorations, celui-ci dispose d’un délai de dix (10) jours pour remettre les rapports et documents précités en leur forme définitive, ce délai est inclus dans le délai global d’exécution du marché.

Le délai de remise du dossier de fin des travaux est fixé à Un (01) mois de la date de la réception provisoire des travaux objet du suivi.

PENALITE DE RETARD :

En cas de non-respect par le BET du délai de l'exécution des prestations, il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à une fraction de **un millième (1/1000)** du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants intervenus.

Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisances sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

Une pénalité de **un millième (1/1000)** par réunion sera appliquée par constat sur le montant initial du marché modifiée ou complété éventuellement par des avenants intervenus, dans le cas d'absence du BET aux réunions de chantier, aux réceptions des ouvrages, dûment convoqué à cet effet par le maître d'ouvrage. Ou dans les retards de validation des situations, décomptes, attachements, justificatif de dépassement ; remise des détails, plan de recollement et tous documents nécessaires au projet.

Le montant des pénalités est plafonné à **dix pour cent (10%)** du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à **l'article 52 du CCAG-EMO.**

ARTICLE 09: ORDRE DE SERVICE

Le BET se conformera strictement aux ordres de service, qui lui seront notifiés ou adressés par le maître d'ouvrage. Le BET se conformera aux changements qui lui sont prescrits pendant l'exécution du marché, mais seulement lorsque l'administration les ordonne par ordre de service et sous sa responsabilité et ce conformément à **l'article 9 du CCAG-EMO.**

Chacune des phases, fera l'objet d'un ordre de service séparé.

Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de cet ordre de service pris dans le cadre de **l'article 36 du CCAG-EMO.**

Il sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté de l'Administration ou pour justifier un retard dans l'exécution des prestations.

Toutes les notifications lui seront faites au domicile qu'il a élu à proximité des travaux ou à défaut à l'adresse indiquée dans son acte d'engagement.

Il sera tenu d'adresser toutes correspondances ou lettres recommandées concernant son marché à l'Administration. Le BET fournira à la maîtrise d'ouvrage déléguée dans les **trois semaines** qui suivent la notification de l'approbation du marché, les attestations des polices d'assurances et responsabilités relatives aux risques prescrites par **l'article 20 du CCAG-EMO** tel qu'il a été modifié et complété.

Toutes les dispositions dudit article restent applicables au titulaire du marché.

ARTICLE 10 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits auxquels peuvent donné lieu le timbre et l'enregistrement du marché tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du **BET**.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT DU MARCHE

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, le **BET** bénéficiera du régime institué par le Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le ministère de la justice et des libertés en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de la Région Fès-Meknès.
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n°112-13.
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
5. En application de l'article 11 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 12 : AUGMENTATION ET DIMINUTION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS

Dans le cas où, pendant l'exécution du marché, la maîtrise d'ouvrage désirerait la modification, l'augmentation ou la diminution des prestations prévues, le **BET** devra s'y conformer tant que l'augmentation de la masse des prestations qui peut résulter des sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché n'excède pas **10% (10 pour cent)** de la masse initial des prestations, et inférieur à **25% (vingt-cinq pour cent)** en ce qui concerne la diminution dans la masse des prestations, et ce, conformément à l'article 36 du CCAG-EMO.

a/ Réception provisoire

Lorsque le titulaire du marché aura exécuté la totalité des prestations exigées, il sera procédé à une réception. Cette réception sera constatée par un procès-verbal de réception provisoire.

b/ Réception définitive

La réception définitive sera prononcée à la réception définitive des travaux et la réception du rapport de fin des travaux.

ARTICLE 13 : DEFINITION ET NATURE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix global, chaque tâche à réaliser par le BET sera affectée d'un prix forfaitaire conformément à l'article 11 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le titulaire sera rémunéré de ses prestations sur la base des prix forfaitaires figurant dans la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier et ce quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 14: MODALITE DE PAIEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par la maître d'ouvrage en application des prix de décomposition du montant global à la ventilation ci-dessous aux prestations réellement exécutées.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le maître d'ouvrage des prestations missions objet du marché.

Seules sont les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Des missions sont approuvées et réceptionnées par le maître d'ouvrage, après remise des dossiers et des calques correspondant :

N°	MISSION	% DU MONTANT FORFAITAIRE	REGLEMENT PAR MISSION
1	Phase I : études préliminaires	10%	Calculés sur la base du montant initial du présent marché.
2	Phase II : - P. E et S.T.D : Projet d'Exécution et Spécifications Techniques Détaillées - Préparation des dossiers de consultation des entreprises (DCE) et assistance à la dévolution des marchés de travaux (AMT)	30%	Calculés sur la base du montant initial du présent marché d'étude.
3	Phase III : - Suivi et contrôle et général des travaux (C.G.T) - Réceptions et décomptes des travaux (R.D.T) - Dossier technique des ouvrages exécutés (D.T.O.E)	45%	Calculés sur la base d'avancement des travaux (HT) (montant décompte des travaux/montant du marché des travaux) prix forfaitaire de la mission A (limité à 45% du montant initial du présent marché) en cours d'exécution et après la réception du dossier par le maître d'ouvrage.
4	- Réception provisoire des travaux	5%	R.P.T : le règlement de ce prix interviendra après réception provisoire des travaux correspondant aux différents corps d'Etat. Calculés sur la base du montant réel des travaux.
5	- Réception définitive des travaux	10%	R.D.T : le règlement de ce prix interviendra après réception définitive des travaux (HT) correspondant aux différents corps d'Etat. Calculés sur la base du montant réel des travaux.

La liquidation des notes d'honoraires relatives à la phase du suivi d'exécution des travaux tous corps d'état (C.G.T / R.D.T / D.T.O.E) se fera comme suit :

MT = Prix forfaitaire du présent marché x 45% x TDR (Taux De Réalisation)

$$\text{Avec} \quad \text{TDR} = \frac{\text{Mdp}}{\text{Mm}}$$

Mdp = Somme des Montants des décomptes provisoires des entreprises des travaux (en prenant en considération les avenants éventuels),

Mm = Montant total des montants initiaux des marchés des travaux.

N.B : TDR sera égal à 100% lorsque Mdp représente la somme des montants des décomptes provisoires et derniers, Mm prendra la valeur Mdp.

Tous les paiements seront effectués par application des prix du Bordereau des Prix - Détail Estimatif ci-dessous et établi par le Bureau de Contrôle.

Le paiement du marché sera effectué sur présentation des notes d'honoraires établies en 5 exemplaires, validées par le Maître d'Ouvrage, et par virement au compte du Bureau de Contrôle mentionné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 15: MODE DE REGLEMENT

Le règlement sera effectué par virement au compte du BET sur la base des décomptes provisoires et définitif.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 39 du CCAG-EMO, les prestations effectuées pour l'exécution des différentes phases donnent lieu à un versement d'acomptes au fur et à mesure de leur réalisation. Il ne peut être prévu d'acompte que pour un service fait.

Le montant de chaque décompte est réglé au BET après réception par le maître d'ouvrage des pièces justificatives de l'achèvement des prestations programmées.

Toute erreur ou mission dans les prestations contractuelles sera supporté par le BET qui sera appelé à prendre en charge toutes les incidences financières.

ARTICLE 16: REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013, le présent marché est passé à prix révisable.

Si pendant la période contractuelle de réalisation des missions objet du marché, des variations sont constatées dans le cours des salaires, des fournitures ou des prestations nécessaires à la réalisation des missions du bureau d'étude, les prix initiaux du marché sont révisés par application de la formule suivante :

$$P/PO=0,15+0,85 (ING/INGO)$$

P : le prix révisé de la prestation considéré H-T.V.A.

PO : le prix initial de la prestation considéré H-T.V.A.

P/PO : le coefficient de la révision des prix

ING : valeur de l'index global de l'ingénierie du mois de la date d'exigibilité de la révision des prix.

INGO : Index global de l'ingénierie au mois de la date limite de remise des offres.

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations.

Les valeurs des coefficients P/Po seront arrêtées à la quatrième décimale la plus voisine de la valeur exacte.

Les valeurs index inclus dans la formule de révision des prix précités sont celles publiées mensuellement par le Ministère de l'Équipement.

Cette révision s'applique au prix hors taxe quel que soit le résultat des calculs.

Les règles et conditions de révision des prix sont celles fixées par l'arrêté du 1^{er} Ministre n°3-14-08 du 1003/2008.

RESILIATION DU MARCHE :

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par le décret relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues au CCAG-EMO.

Si le BET fait preuve d'une activité insuffisante ou s'il ne se conforme pas aux clauses du présent marché, on ne respecte pas les délais des remises des rapports, des justificatifs ou des explications notifié par ordre de service, le maître d'ouvrage le mettra en demeure de s'y conformer dans un délai de 10 (dix) jours.

Passé ce délai et si la cause de mise en demeure subsiste, le marché sera résilié sans indemnités par simple lettre recommandée.

Aussi, il y a lieu de signaler que le marché pourra être résilié dans tous les cas Prévus par le CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée contre le titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 17: PROTECTION DE MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 18: CONESTATIONS-LITIGES

Les différents litiges qui pourraient survenir entre l'Administration et le BET seront soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 19: DROIT DE REPRODUCTION DES RESULTATS

L'Administration se réserve le droit exclusif de disposer des résultats de l'étude pour ses besoins propres ainsi que pour ceux des collectivités et organismes auxquels elle jugera bon de les communiquer.

En aucun cas, le BET ne pourra faire état des résultats de l'étude lors d'une communication orale ou écrite à caractère public, sans avoir au préalable obtenu l'accord de l'Administration.

ARTICLE 20: SECRET PROFESSIONNEL

Le BET et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable de l'Administration des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, essais et recherches effectués pour accomplir leur mission.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le BET ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le BET ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas d'événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO seront appliquées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 23 : OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Pour permettre et faciliter la mission du BET, l'administration s'engage à :

- Fournir au BET le programme général détaillé de la réalisation ainsi que sa décision à chaque stade de l'élaboration du projet.
- Fournir au BET les études architecturales nécessaires à l'établissement du projet.
- A ce conformer aux délais prévus dans les plannings d'études et d'exécution pour ses propres interventions, notamment en matière d'approbation des dossiers, de choix des entreprises et de signature des marchés, et des clauses contractuelles de paiement.
- A apporter au BET tout son appui pour lui permettre de remplir sa mission, notamment en ce qui concerne l'autorité sur les entreprises.

ARTICLE 24 : PRODUCTION DES DOCUMENTS

Le **BET** devra fournir à l'administration tous les documents sur support papier au format indiqué par l'administration et format numérique, et sous forme de plans aux échelles appropriés.

Tous les dossiers seront fournis à l'administration dans des chemises cartonnées en nombre d'exemplaires suivants :

- Les dossiers relatifs à chacune des phases de mission du BET sont fournis préalablement en minutes (en version provisoire) en **trois (03)** exemplaires pour examen et correction éventuelles.

Ce n'est qu'après accord du maître d'ouvrage sur la version provisoire que les dossiers définitifs seront établis et fournis comme suit :

- Les dossiers de marchés des entreprises seront remis au maître d'ouvrage en dix **10 exemplaires**.
- Les plans d'exécution seront remis au maître d'ouvrage en **six 6 exemplaires**, portant la mention « **BON POUR EXECUTION** ».

ARTICLE 25 : DELAI D'APPROBATION DES DOCUMENTS

Le maître d'ouvrage s'engage à approuver les documents, rapports ou produits, que lui soumis le BET au stade de chaque mission dans un délai maximum de **quinze jours (15jours)**.

Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning des études.

ARTICLE 26: REPRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le bureau d'études s'engage à accepter la collaboration technique des représentants du maître d'ouvrage en ce qui concerne le contrôle du chantier portant sur la qualité des travaux exécutés ainsi que le contrôle des avant-projets (plans, pièces écrites et estimations).

La présence de surveillants ne dégage nullement le bureau d'études de sa responsabilité telle qu'elle est définie par les textes spéciaux applicables aux travaux et par la législation en vigueur.

ARTICLE 27: COMPOSITION DE L'EQUIPE CHARGEE DES ETUDES

Le **BET** doit mobiliser pour ce projet un personnel (ingénieurs ou cadre technique supérieur) disposant des qualifications lui permettant de mener à bien les tâches qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché et ayant des références dans les domaines suivants :

- Génie civil ;
- Lots techniques ;

La composition de l'équipe à mettre sur le projet indiquée dans l'offre est contractuelle (lettre d'accréditation pour chaque représentant), et ne peut être modifiée sans l'accord du maître d'ouvrage.

ARTICLE 28: COMITE CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du marché est confié à un comité désigné par le maître d'ouvrage.

- Les noms et la qualité des membres de ce comité seront notifiés au prestataire de services.
- Les tâches confiées à ce comité et les actes qu'il est habilité à prendre sont :
 - Suivi, coordination et contrôle des prestations du marché ;
 - Réception des prestations.

ARTICLE 29: REUNION DE CHANTIER

Le bureau d'étude ou son représentant (Ingénieur ou cadre technique supérieur) est tenu de se rendre personnellement aux convocations de l'Administration que ce soit par Email ou bien par écrit et de fournir aux représentants de ces dernières toutes explications sur le degré d'avancement de l'étude et sur les méthodes suivies.

Le **BET** sera tenu d'assister personnellement, ou à défaut par son représentant mandaté pour agir en son nom et pour son compte et pour prendre les décisions, à toutes les réunions de chantier qui se dérouleront tous les 15 jours et à chaque fois que le suivi du chantier le nécessite.

Il sera dressé pour chaque réunion un procès-verbal qui sera contresigné par l'Administration, le maître d'œuvre et le bureau d'étude en fin de séance. Le bureau d'étude veillera à y faire inscrire, au fur et à mesure du déroulement de l'étude, ses observations ou ses réserves. Dans le cas où le bureau d'étude est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal celui-ci notifié par ordre de service.

CHAPITRE II

CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DES ELEMENTS DE MISSIONS

Les éléments de missions indiqués à l'article 8 relatifs à chaque corps d'état comprennent les prestations suivantes :

Elément de mission	Contenu des missions
Phase I : Etudes préliminaires	
Ces études de diagnostic permettent de renseigner de maître de l'ouvrage sur l'état de l'ouvrage ont pour objet de : <ul style="list-style-type: none"> • Relever et identifier les anomalies et des désordres à examiner ; • Rapport général des anomalies, des dégradations et des dysfonctionnements ; • Permettre de proposer éventuellement certaines mises au point du programme ; L'ensemble des diagnostics précités feront l'objet d'un rapport comprenant les résultats des différentes investigations, les recommandations et les propositions de méthodologie de l'aménagement.	
PHASE II : - P. E et S.T.D : Projet d'Exécution et Spécification Technique Détaillée - Préparation des dossiers de consultation des entreprises (D.C.E) et assistance marchés de travaux (A.M.T)	
P. E et S.T.D : Projet d'Exécution Spécification Technique Détaillée	Ces études comprennent : <ol style="list-style-type: none"> a. Un mémoire technique, descriptif, explicatif et justificatif de la solution retenue pour chaque lot étudié, avec les notes techniques de calcul détaillées en indiquant Les références aux textes et documents techniques utilisés ; b. Les plans de principe de confortement, de renforcement de la structure porteuse, ou de démolition si nécessaire, ou autre sujétions que les intervenants jugent essentiel avec une note de calcul détaillée ; c. Les plans des réseaux divers avec une note de calcul ; d. Les plans d'exécution des ouvrages : l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter pour l'entrepreneur d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier en particulier : <ul style="list-style-type: none"> -Les plans de tous les équipements techniques intérieurs et extérieurs ; -Les plans de détails nécessaires à la réalisation de tous les ouvrages, des équipements et des installations techniques. e. Une proposition de lots techniques complémentaires éventuels ; f. La nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre conformément aux choix techniques, architecturaux et paysagers (chaque matériau doit être jointée par une fiche technique, leur disponibilité et leur prix estimatif) ; g. Les métrés détaillés de chaque ouvrage. h. L'estimation par corps d'état. i. Le planning général prévisionnel des travaux ; j. Les prestations à confier au laboratoire comportant la mission complète au niveau d'étude et suivi.

<p>Dossier de consultation des entreprises et assistance marchés de travaux: D.C.E et A.M.T</p>	<p>1- Dossier de consultation des entreprises (D.C.E) Préparer la consultation des entreprises à partir des plans d'exécution et du projet d'exécution et des spécifications techniques détaillées. Le bureau d'études établit l'ensemble des pièces écrites et l'édition des dossiers de consultation des entreprises comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le CPS (le cahier des prescriptions spéciales) final du projet, ▪ le règlement de consultation, de manière telle que les entreprises puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, L'établissement du bordereau des prix et le détail estimatif, de tous les avants métrés, les plans d'exécution ▪ L'estimation détaillée sur la base des plans d'exécution. <p>2- Assistance dans la dévolution des marchés de travaux (A.M.T) : L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il approuvées, a pour objet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La participation à la commission de jugement des offres ; b. L'assistance au maître d'ouvrage pour l'examen des offres et leur vérification ; c. Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; d. Analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art e. établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères du jugement des offres précisées dans le règlement la consultation ;
--	---

PHASE III : suivie, contrôle et réception

Elément de mission :	Contenu des missions :
<p>Suivi, contrôle général des travaux, C.G.T</p>	<p>La direction de l'exécution des travaux qui a pour objet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des marchés de travaux, sont conformes auxdits marchés et ne comporte ni erreur, ni omission, ni contradiction décelables par un homme de l'art ; ▪ S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des marchés de travaux ; ▪ Interpréter les résultats des essais réalisées ; ▪ La présence obligatoire aux réunions du chantier ; ▪ Le suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages, nécessitant une présence permanente ; ▪ La tenue d'un journal de chantier ; ▪ Contrôle et vérification des plans d'exécution fait par l'entreprise ; ▪ Etablir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, ▪ Assister le maître d'ouvrage à l'organisation et la direction des réunions de chantier ; ▪ Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ; ▪ Participation à l'élaboration des attachements contradictoires des lots techniques ; ▪ Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises ; ▪ Validation des fiches techniques des produits conformément au CPS.

Réception et décomptes des travaux R.D.T	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification des plans des attachements ; ▪ Vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, vérification du décompte général ;
Dossier techniques des ouvrages exécutés D.T.O.E	<p>Le BET apporte son assistance au maître d'ouvrage en fin d'exécution des travaux pour la constitution et le contrôle du dossier des ouvrages exécutés remis par l'entreprise qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les notices de fonctionnements et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre ; ▪ Les plans des ouvrages exécutés ; <p>Le BET doit fournir le rapport de fin des travaux.</p>
Réception provisoire des ouvrages R.P.O	<p>L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux jusqu'à leur levée ; ▪ De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ; ▪ Participer à l'établissement du PV de la réception provisoire de l'ensemble du projet.
Réception définitive des ouvrages R.D.O	<p>L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux jusqu'à leur levée ; ▪ De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ▪ Participer à l'établissement du PV de la réception définitive de l'ensemble du projet.

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

APPEL D'OFFRES OUVERT N°

**ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES-
MEKNES**

Lot unique

N° de prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaires H. T.
1	ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES- MEKNES en lot unique	
Total H.T		
T.V.A 20%		
Total T.T.C		

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

APPEL D'OFFRES OUVERT N°

**ETUDE TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES-
MEKNES**

N° du poste	Désignation de la prestation	Q	U	Prix forfaitaires Hors TVA	Total hors TVA par poste
1	Phase I : étude préliminaires (10%)	F	1		
2	Phase II : études techniques (30%)	F	1		
3	Phase III :				
3.1	- Suivie, contrôle des travaux (45%)	F	1		
3.2	- Réception provisoire des travaux (5%)	F	1		
3.3	- Réception définitive des travaux (10%)	F	1		
				TOTAL HORS TVA	
				TVA (20%)	
				TOTAL T.T.C	

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

Marché n° :

OBJET : ETUDE TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES-MEKNES, en lot unique.



Marché passé par appel d'offres ouvert n° , en séance publique, en application de l'article 7, l'article 16 paragraphe 1 alinéa 2 et paragraphe 1 et alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

Année budgétaire : 2017

Montant du marché :

En chiffres :

En toutes lettres :

<p style="text-align: center;">Dressé par :</p> <div style="text-align: center;"><p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p><p>Youssef ZIANI</p></div> <p>A Fès, le</p>	<p style="text-align: center;">Lu et accepté par le titulaire :</p> <p style="text-align: center;">A, le</p>
<p style="text-align: center;">Présenté par :</p> <div style="text-align: center;"><p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p><p>Abderrazzak MOUMNI</p></div> <p>A Fès, le</p>	<p style="text-align: center;">Approuvé par :</p> <p style="text-align: center;">A Fès, le</p>